



OSSERVATORIO BALKANI E CAUCASO

Bulgarie : les élections européennes, scrutin test à enjeux nationaux

Traduit par Béranger Dominici

Sur la Toile :



Publié dans la presse : 10 mars 2014
Mise en ligne : vendredi 28 mars 2014

Le 25 mai prochain, les Bulgares éliront leurs représentants au Parlement européen dans un contexte particulier. Depuis l'hiver 2012-13, le pays est plongé dans une crise politique qui semble interminable. Face aux manifestations qui n'ont jamais cessé, le gouvernement rose-turc espère trouver une nouvelle légitimité tandis que l'opposition hausse le ton et que les petites formations politiques profitent de la brèche. Et l'Europe, dans tout ça ?

Par Francesco Martino



La Bulgarie se prépare à voter, pour la troisième fois, aux élections européennes du 25 mai prochain – après les scrutins de 2007 (28,6% de participation), organisées spécialement pour doter les nouveaux États membres de représentants, et celles de 2009 (37,5% de participation).

Retrouvez notre dossier :

En Bulgarie, la colère ne faiblit pas

Ces élections se tiendront dans un contexte encore tendu après la longue période d'instabilité politique qui a suivi les manifestations d'ampleurs déclenchées durant l'hiver 2012-2013. Ces mouvements, qui exprimaient un mécontentement généralisé contre la pauvreté, la corruption, la gestion oligarchique de l'économie, ont abouti à **la chute du gouvernement de Boïko Borissov** et de son parti, Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB).

Les élections anticipées du mois de mai 2013 qui ont suivi la démission du gouvernement ont confirmé la division du pays. C'est en effet **une fragile coalition, rassemblant le Parti socialiste bulgare (BSP) et le Mouvement des droits et des libertés (DPS)**, considéré comme étant le parti de la minorité turque), qui est arrivée au pouvoir. Cette coalition est si fragile qu'elle doit compter sur le soutien du parti d'extrême-droite Ataka... La politique est faite de contradictions parfois inconcevables si l'on cherche à raisonner en termes de valeurs.

Comme si tout cela ne suffisait pas, le nouveau gouvernement, dirigé par le technocrate Plamen Orechanski, a cru judicieux de **nommer à la tête de la sécurité du pays un magnat des médias au passé douteux – Delyan Peevski**. Naturellement, cette décision a déclenché une nouvelle vague de protestations, qui a **forcé le gouvernement à renoncer à cette nomination**.

Clarification par les urnes ?

Dans un tel contexte d'insatisfaction générale, dirigée aussi bien contre le précédent gouvernement que contre celui qui l'a remplacé, les élections européennes du mois de mai permettront peut-être de donner une image plus claire du rapport de force entre les différents courants politiques bulgares. « Étant donné l'intensité des récents événements politiques, il est clair que la campagne pour les européennes sera concentrée sur les enjeux nationaux – tandis que tout ce qui a trait à la politique européenne restera un peu en retrait » estime Antoni Todorov, professeur de sciences politiques à la Nouvelle Université Bulgare de Sofia. « Beaucoup d'électeurs voteront pour soutenir ou sanctionner le gouvernement, bien que rien n'indique qu'il ait l'intention de tenir d'un éventuel rejet par les urnes européennes ».

La campagne officielle n'a pas encore commencé, mais certains éléments du rapport de force commencent à se dessiner. Quelques sondages prévoient que le BSP et le GERB arriveront en tête, et que le DPS sera représenté, certes dans une bien moindre mesure, au Parlement européen. « Les dirigeants du Parti socialiste ont déclaré qu'il était fondamental que les partis de la coalition gouvernementale remportent, ensemble, plus de la moitié des 17 sièges dévolus à la Bulgarie au Parlement européen », explique l'analyste politique Vladimir Chopov. « Un résultat inférieur serait interprété comme un signe de défiance à l'endroit du gouvernement – et pourrait donc constituer un argument en faveur de la tenue d'élections parlementaires anticipées ».

Les petits partis en ordre de bataille

De nombreuses formations politiques mineures jouent des coudes pour tenter de passer la barre des 6% des suffrages – ce seuil au-delà duquel une représentation du parti à l'échelle européenne devient envisageable.

À gauche, l'Alternative pour une Renaissance bulgare, issue d'une scission du BSP, est dirigée par Georgi Parvanov – ancien Président (2002 – 2012). À droite, le Bloc réformiste est la dernière tentative en date d'unir les variantes de la droite libérale. Un autre nouveau mouvement est celui du journaliste controversé Nikolay Barekov, Bulgarie sans Censure (BBC), qui tente de rassembler tous les mécontents – d'où qu'ils viennent. Il faut encore compter avec le parti d'extrême-droite Ataka, qui n'a toutefois plus son statut d'outsider depuis qu'il joue les béquilles du gouvernement Orechanski.

« Difficile de dire lequel de ces mouvements 'mineurs' tirera le plus grand profit politique de ces élections : les sondages ne donne encore personne gagnant. La représentation de la Bulgarie au Parlement européen pourrait bien être très variée », analyse le professeur Todorov. « Ce qui me préoccupe, c'est qu'il est bien possible que les forces eurosceptiques et nationalistes bénéficient d'un soutien significatif – bien plus que lors des élections nationales ».

Vladimir Chopov rejette toutefois cette éventualité. « Si je suis convaincu que le sentiment des Bulgares envers l'UE au cours de ces années au cours desquelles ils ont pu évaluer ce qu'être membre de l'UE veut dire, je crois qu'ils sont devenus euroréalistes mais non eurosceptiques. Ils ont compris que les avantages de l'accession à l'UE ne sont pas automatiques, mais qu'il faut lutter pour en bénéficier. Même le vote en faveur d'Ataka n'a pas pour motif principal le rejet de l'intégration européenne ».

Le court-circuit du référendum

Un facteur qui brouille les enjeux des élections européennes est la proposition faite par le Président de la République Rossen Plevneliev d'organiser parallèlement un triple-référendum sur le système électoral. Une réponse positive des électeurs aboutirait à l'instauration d'un scrutin majoritaire (Actuellement, les députés bulgares sont élus au scrutin mixte, NDT), de l'obligation de voter, et du vote électronique.

Il n'est pas encore certain que le nombre de signatures nécessaires sera recueilli, ni si l'éventuel référendum pourra être organisé en même temps que les élections européennes. Si toutefois la chose s'avérait possible les deux consultations interagiraient nécessairement – et ceci sera visible aussi bien dans le taux de participation que dans les résultats.

« La loi électorale a un fort potentiel mobilisateur, dans la mesure où une réforme du système électoral a été en tête des revendications des manifestations de ces derniers mois. Dans le cas où le référendum et les élections européennes se tiendraient en même temps, le taux de participation pourrait être exceptionnellement élevé » affirme M. Todorov. « Mais tout dépend de la formation de la question posée : si elle ne devait pas être claire, tout enthousiasme pourrait bien disparaître... ».

M. Chopov estime que le référendum aura lieu, mais après les élections européennes. « Les partis de la coalition gouvernementale n'ont aucun intérêt à un vote conjoint, dans la mesure où il bénéficieraient d'une faible participation – je crois qu'ils tenteront donc de ralentir la procédure. Certes, les partis d'opposition qui soutiennent le référendum (notamment le GERB et le Bloc réformiste, NDLR) pourront alors accuser le gouvernement d'avoir peur des électeurs et jouer de cette hésitation durant leur campagne électorale pour les européennes. Je doute toutefois que ce genre de menace puisse significativement modifier les équilibres politiques ».

Réagir à cet article

La radio en ligne des Balkans

Abonnez-vous

Accès aux archives...

Votre profil

Créditer votre compte

Livres, disques...

Belgradexpress : les étudiants du CFJ en reportage dans les Balkans

La vie du Courrier

Livres

ONG

Liens

Agenda

- Du 24 avril 2015 au 26 avril 2015
Welcome in Tziganie
Seissan (32260)
- Du 11 avril 2015 au 12 avril 2015
Salon du livre des Balkans 2015 - Les Balkans autrement
Paris (75013)
Association Albania / Inalco
- Du 30 mars 2015 au 12 avril 2015
Printemps balkanique. Dixième édition
Basse-Normandie
Balkans Transit

Forums